

Viktor Orban sous pression face au parti Tisza de Peter Magyar

Helen Levy

Analyse

Le 13 janvier, le président hongrois, Tamas Sulyok, a convoqué des élections législatives le 12 avril. 7,8 millions de Hongrois sont invités à élire les 199 membres de l'*Országgyűlés* (Assemblée nationale), chambre unique du Parlement. Cette élection sera cruciale, non seulement pour la Hongrie, mais aussi pour l'Europe, car ces seize dernières années ont vu la transformation de cet Etat membre de l'Union en une démocratie « illibérale » dans laquelle Viktor Orban, et son parti le Fidesz, ont instauré un contrôle des médias et du pouvoir judiciaire peu compatible avec la pratique démocratique.

Il s'est ainsi érigé en modèle pour d'autres « illibéraux » européens, tels que Robert Fico en Slovaquie et Andrej Babiš en République tchèque avec le soutien affirmé et public de la nébuleuse américaine MAGA.

Un adversaire de taille, Peter Magyar (ancien membre du FIDESZ) et son parti Tisza, s'opposent frontalement au régime d'Orban. De plus en plus populaire depuis les élections européennes de 2024, où son parti a remporté 30% des voix, Peter Magyar pourrait être en passe de changer l'image d'une Hongrie désormais considérée comme « perturbatrice » de l'Union européenne.

UN POUVOIR SANS PARTAGE DEPUIS 16 ANS

Lors de l'agression russe de l'Ukraine en février 2022, Viktor Orban a d'abord condamné la Russie et approuvé les sanctions, craignant de perdre une partie de son électorat s'il ne le faisait pas. En effet, de nombreuses élites hongroises demeurent antirusses depuis 1956 et la répression et l'occupation par l'Union soviétique. Cependant, tout en ayant renforcé son emprise sur le pouvoir, il apparaît désormais de plus en plus prorusse et s'oppose à toute aide militaire à l'Ukraine. Il prend souvent l'Union européenne comme bouc émissaire, la présentant comme l'ennemi juré de la Hongrie et il n'hésite pas à la caricaturer systématiquement.

Depuis 2010, il a mis en œuvre une politique de redistribution, sous forme de subventions pour l'achat d'une maison ou d'une voiture, par exemple, si les couples se mariaient et fondaient une famille. Parmi les mesures prises pour tenter de rallier à lui la population, citons l'augmentation du salaire minimum, l'exonération d'impôt sur le revenu pour les jeunes, les primes salariales et les augmentations

pour les infirmières, les travailleurs sociaux, la police et l'armée. En termes de valeurs, il est très conservateur. En jouant sur la religion et les thèmes nationalistes traditionnels, il s'est constitué un électorat solide. De plus, il est déterminé à « purifier » le système éducatif de ce qu'il considère comme de la propagande. Pour soutenir cette politique, il a modifié les programmes scolaires d'histoire afin de défendre la race blanche et les racines chrétiennes.

UN REVERS POUR VIKTOR ORBÁN ?

Mais la situation semblerait sur le point de basculer pour Viktor Orban si les sondages sont fiables. Plusieurs raisons expliquent ce changement, qui trouve son origine dans des erreurs commises en matière de politique économique, dans la situation géopolitique ainsi que dans la nature de plus en plus répressive du régime qu'il a instauré.

Dégradation économique

Fin 2025, la population ressentait vivement une difficulté liée à la baisse du pouvoir d'achat, tandis que la cote de popularité d'Orban était en déclin. Les retraites ont été augmentées, geste non désintéressé, car les retraités représentent près d'un quart de l'électorat de Viktor Orban. Pourtant, cette mesure pourrait s'avérer insuffisante et tardive, car, depuis la pandémie, de nombreux Hongrois subissent de plein fouet une inflation galopante. La croissance économique a été lente (0,4 % en 2025) et les prix

des denrées alimentaires en Hongrie restent plus élevés que partout ailleurs dans l'Union, selon un rapport de Human Rights Watch publié en novembre 2025.

Les plans de transition verte en question

Dans le cadre de la « transition verte » de l'Union européenne et du souhait de Viktor Orban de « rendre à la Hongrie sa grandeur », le feu vert a été donné pour la construction de plusieurs usines financées par la Chine afin de produire des batteries pour véhicules électriques, malgré une baisse de la demande de la part des constructeurs automobiles. Le plan d'Orban, visant à faire de la Hongrie un pôle majeur dans ce secteur, en développement depuis 2020, s'est heurté à l'opposition de la population. Ces derniers sont mécontents et craignent de ne pas être suffisamment protégés contre la pollution causée par les métaux lourds utilisés dans la production de batteries. Cela pourrait éloigner certains électeurs jusqu'ici fidèles à Viktor Orban.

Tensions avec les « amis »

En décembre 2025, un différend est apparu avec la Slovaquie voisine. Le Premier ministre Robert Fico a en effet érigé en crime le fait de critiquer les décrets Beneš, qui ont été introduits après la Seconde Guerre mondiale pour punir collectivement les minorités allemande et hongroise vivant en Slovaquie et en République tchèque. Pendant la période communiste et à la suite de ces lois, des milliers de personnes ont été déchues (entre 41,000 et 120,000) de leur citoyenneté et ont vu leurs biens confisqués. Cette nouvelle loi slovaque a provoqué la colère de la part du gouvernement hongrois qui a officiellement porté plainte auprès de l'exécutif européen. Pourtant, au sein de l'Union européenne, Viktor Orban a besoin de son allié slovaque qui prône la même politique que lui, mais, en même temps, il ne peut pas oublier 8%-10% de la population en Slovaquie qui sont des Hongrois— dont le vote est important. En effet les Hongrois vivant dans les pays voisins, comme la Slovaquie, l'Ukraine, la Roumanie, la Serbie, la Croatie, la Slovénie et l'Autriche, ont joué un rôle

majeur dans le maintien au pouvoir d'Orban depuis 2010. Tandis qu'il a décidé d'adopter une ligne prudente avec Fico, Peter Magyar a accusé son rival d'avoir abandonné les Hongrois de Slovaquie, déclarant que le Premier Ministre slovaque était « anti-Hongrois » et Orban, un « traître ». Cela pourrait être une opportunité pour Magyar de gagner des voix.

... et avec l'Ukraine

Fin janvier, des drones russes ont endommagé l'oléoduc Droujba ce qui a entraîné l'interruption des livraisons de pétrole russe à la Hongrie et à la Slovaquie *via* l'Ukraine. Viktor Orban a reproché à l'Ukraine de ne pas le réparer ! Il a bloqué toute aide supplémentaire à l'Ukraine, notamment un prêt de 90 milliards € décidé par le Conseil européen et pour l'instant un 20e paquet de sanctions de l'Union européenne contre la Russie. Il a annoncé déployer l'armée pour « protéger » toutes les installations énergétiques du pays, affirmant que l'Ukraine tentait de nuire à l'économie hongroise. La dispute avec Kiev s'est intensifiée et l'objectif de Viktor Orban est de créer autant d'émotion forte que possible autour de ce problème. Certains suggèrent qu'il craint que ses rivaux gagnent ce scrutin et qu'il serait prêt à tout pour se maintenir au pouvoir même l'hypothèse selon laquelle, dans un scénario extrême, il pourrait déclarer l'état d'urgence[1] et annuler les élections, car selon la Constitution, celles-ci ne peuvent être organisées pendant l'état d'urgence.

... et avec l'Union européenne

Viktor Orban a fait de son opposition à Bruxelles et à l'Union européenne un symbole, gagnant le soutien d'autres « illibéraux », ainsi que celui de l'actuelle administration américaine. Il a ignoré les demandes de la Commission européenne visant à réformer les projets de loi contraires à l'État de droit. Depuis 2023, son gouvernement a adopté au moins trois projets de loi qui accordent aux autorités un pouvoir illimité pour surveiller les ONG, les médias, et les journalistes et les soumettre à des enquêtes officielles. Par voie de conséquence, son attitude

[1] Growing Fears That Hungary's Orbán May Cancel Next Month's Election, The Bulwark 2 mars 2026

a conduit à la suspension des fonds européens pour la Hongrie qui avaient été accordés après la pandémie de 2021 afin d'aider les États membres à surmonter la crise. Ainsi, des fonds européens d'un montant total de 19 milliards € ont été gelés en raison du non-respect des principes de l'État de droit, dont 10 milliards € proviennent du mécanisme *NextGenerationEU*.

La date limite pour le versement des crédits est fixée à l'été. Si Peter Magyar remporte les élections, la pression sera forte pour que la Hongrie se conforme aux exigences de l'Union européenne en matière d'État de droit (Indépendance de la justice, lutte contre la corruption et les conflits d'intérêts, droits fondamentaux et non-discrimination, libertés académiques) et récupère une partie des fonds gelés au titre de la conditionnalité.

QUI SONT PETER MAGYAR ET TISZA ?

Peter Magyar, 44 ans, avocat, a rejoint le Fidesz en 2002 et y a tenu diverses fonctions jusqu'en 2010. Il a rompu avec Viktor Orbán et fondé un parti de centre-droit, Tisza (*Respect and Freedom*). Peter Magyar s'était éloigné en raison d'un scandale impliquant son ex-femme Judith Varga, alors ministre de la Justice, qui avait cosigné avec Katalin Novák, présidente de la Hongrie, une grâce en faveur d'une personne qui avait aidé à dissimuler des crimes pédophiles dans une crèche. Katalin Novák a dû démissionner en février 2024.

La campagne de Tisza a été lancée le 21 février et vise la relance de l'économie, la fin de la corruption ainsi que la restauration de la liberté (presse, associations de la société civile, par exemple). En revanche, il entend maintenir une position ferme sur l'immigration ; Zoltán Tarr, numéro deux de Tisza, a déclaré que le parti a pour objectif de « *maintenir la barrière frontalière en place, s'opposer aux quotas migratoires obligatoires et à l'adhésion accélérée de l'Ukraine, poursuivre la paix, lutter contre la propagande russe, renforcer*

le V4 [Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie] et l'Europe centrale sans être le mauvais garçon de l'Europe ».

Peter Magyar a habilement retourné la rhétorique d'Orbán, en exposant le fossé béant entre le discours nationaliste et les réalisations du gouvernement. Il soutient que Viktor Orbán n'a pas réellement défendu les intérêts de la Hongrie, mais qu'il a plutôt sapé l'économie, appauvri la population et isolé le pays de ses alliés européens, en se tournant de plus en plus vers la Russie et d'autres États peu démocratiques. Son ambition est de ramener la Hongrie dans le giron européen et en favorisant le peuple plutôt que les oligarques, dont le nombre a considérablement augmenté ces dernières années. En ciblant les zones rurales, qui sont généralement les bastions d'Orbán, il veut affaiblir la base électorale traditionnelle de ce dernier. Député européen (PPE), Peter Magyar sera plus enclin à soutenir les politiques européennes, notamment en ce qui concerne l'Ukraine et la protection des libertés fondamentales.

LE SYSTÈME POLITIQUE HONGROIS

L'*Országgyűlés* (Assemblée nationale), chambre unique du Parlement, comprend 199 députés élus pour un mandat de quatre ans : 106 d'entre eux sont élus dans des circonscriptions uninominales et 93 à la proportionnelle. Les électeurs ont deux bulletins de vote : l'un pour choisir un parti politique, l'autre pour voter pour un candidat.

Le 15 décembre 2020, la loi électorale a modifié le nombre minimum de candidats requis pour qu'un parti puisse se présenter aux élections législatives : désormais, seuls les partis qui se présentent dans au moins 71 circonscriptions et au moins 14 comtés et à Budapest peuvent présenter des candidats dans le cadre du système proportionnel. Pour être représenté au Parlement, un parti doit obtenir au moins 5% des suffrages exprimés ; une alliance de deux partis doit en obtenir 10% et une alliance de trois partis ou plus, 15%.

La manière dont les votes sont comptés et les sièges attribués lors des élections législatives fait l'objet de débats et de critiques depuis l'arrivée au pouvoir de Viktor Orban il y a seize ans. En 2011, le [système](#) a été modifié afin de renforcer le caractère majoritaire du système. Cela a permis au Fidesz de gagner dans des circonscriptions dans lesquelles son soutien était faible. Les limites des circonscriptions ont été redessinées afin de favoriser le parti au pouvoir en décembre 2024. Enfin, la partie proportionnelle inclut des "voix de compensation" issues des circonscriptions. L'idée est de faire en sorte que les voix "perdues" dans les duels locaux comptent quand même au niveau national.

Les électeurs enregistrés comme membres d'une minorité nationale[2] votent pour leurs listes et non

pour les partis nationaux. Les partis représentant les différentes minorités nationales de Hongrie sont exemptés du seuil minimal (5%) et peuvent obtenir un siège avec seulement 0,27 % des voix. Un parti représentant les Hongrois d'origine allemande a ainsi pu obtenir un siège en 2022. Les minorités qui n'atteignent pas le seuil requis rejoignent le Comité des minorités nationales et envoient un porte-parole sans droit de vote au Parlement.

Lors de ce scrutin, [1238 candidats](#) ont été enregistrés. Mais [5 partis](#) seulement ont présenté des listes, soit un niveau historiquement faible : Fidesz, Tisza, Mi Hazánk, Coalition démocratique (DK) et Parti hongrois du chien à deux queues (MKKP).

Résultats des élections législatives du 3 avril 2022 en Hongrie

Taux de participation : 68,7%

Partis politiques	Vote proportionnel			Vote à liste unique	Total
	Nombre de voix obtenues	Votes exprimés (%)	Sièges	Sièges	Sièges
Alliance des jeunes démocrates - Union civique (FIDESZ-MPSZ)	2 735 018	53,10	47	88	135
Unis pour la Hongrie (EM)	1 804 740	35,04	38	19	57
Notre patrie (MHM)	317 897	6,17	7	0	7
Autres			0	0	0

Source : [National Election Office - Parliamentary Elections 2022](#)

QUE PRÉVOIENT LES SONDAGES ?

Le dernier [sondage](#) publié le 11 mars indique que Tisza arriverait en tête devant le FIDESZ, avec respectivement 49% et 37%, Mi Hazank obtiendrait 6% et DK 5%. Le MKKP (4%) ne serait pas représenté au Parlement car il obtiendrait moins de 5%, seuil minimal.

Mais il est difficile de faire de justes prévisions, car certains instituts de sondage sont affiliés au gouvernement. De plus, rien ne peut être exclu quant à ce que Viktor Orban, actuellement affaibli, pourrait faire pour fausser les résultats, voire annuler les élections. Depuis 2010, il a progressivement érodé la démocratie en redécoupant les circonscriptions électorales et en apportant des modifications à la Constitution.

[2] La Hongrie reconnaît 13 minorités nationales : Allemands, Arméniens, Bulgares, Croates, Grecs, Polonais, Roms, Roumains, Ruthènes, Serbes, Slovaques, Slovènes et Ukrainiens

Ces derniers jours, Peter Magyar a multiplié les avertissements concernant une ingérence étrangère, qui pourrait prendre plusieurs formes, indiquant que la Russie pourrait être tentée d'interférer dans le déroulement du scrutin. En effet ces actions pourraient prendre la forme de désinformations, par le biais des réseaux sociaux comme on a vu lors de l'élection présidentielle en Roumanie fin 2024. Les rumeurs les plus invérifiables courent concernant la

présence d'experts russes présents en Hongrie. Le Secrétaire d'Etat américain, après le vice-Président J.-D. Vance, s'est spécialement rendu à Budapest pour soutenir le gouvernement sortant et l'ingérence des Etats-Unis n'est pas à exclure non plus.

Peter Magyar a déclaré avec confiance « *Nous sommes à deux doigts de la victoire* » devant des milliers de partisans enthousiastes à Budapest.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2026

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.